



REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Réparer les liens, sécuriser les trajectoires : bâtir une réponse communautaire adaptée à l'exploitation sexuelle des Autochtones en milieu urbain

Mémoire déposé par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) dans le cadre de l'exercice de consultation visant à soutenir la réflexion du ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) et de ses partenaires sur l'exploitation sexuelle.

Septembre 2025



Table des matières

LE MOUVEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES	3
LES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES AFFILIÉS	4
LE REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ)	4
LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (SIRCAAQ).....	5
Contexte du mémoire.....	5
Objectifs du mémoire	5
Une toile complexe : l'exploitation sexuelle autochtone en contexte urbain.....	6
Contextes de vulnérabilité en milieu urbain	7
Stratégies de recrutement et emprise relationnelle.....	7
Itinérance cachée et précarité résidentielle.....	7
Complexité des liens et perception des victimes.....	7
Enjeux régionaux et facteurs aggravants	8
Une approche d'intervention adaptée	8
Approche sécurisante et de proximité	8
Constats critiques : méfiance et obstacles systémiques.....	9
Méfiance institutionnelle et surreprésentation systémique	9
Obstacles opérationnels et défis d'intervention	10
Recommandations pour une action concertée	10
Bibliographie	12



LE MOUVEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES

Au Québec, il faut remonter aux années 1970 pour comprendre les diverses dimensions de la présence autochtone dans les villes et en suivre le parcours à la fois social, culturel, politique ou économique.

Invisible au sein de la société et ignorée pendant longtemps des gouvernements, cette présence s'est notamment catalysée à travers le Mouvement des Centres d'amitié autochtones implanté dans la province depuis plus de 50 ans.

Au Canada, ce Mouvement est en marche depuis plus de 70 ans. Au début de leur existence, les Centres d'amitié jouaient deux rôles principaux : ils servent d'abord de points de ralliement pour les Autochtones des villes dont les conditions de vie sont souvent caractérisées par la pauvreté, l'isolement et un très faible accès aux services publics ; ensuite ils constituent des lieux d'accueil pour les personnes des communautés territoriales (réserves) éloignées dont l'état de santé requiert une hospitalisation ou des soins spécialisés hors communauté.

Cette mission des Centres d'amitié est toujours au cœur de leur action puisque la philosophie du Mouvement est fondée sur le soin et la sollicitude. Cette mission ne s'est jamais démentie ; bien au contraire, elle s'est consolidée au fil du temps et s'est déployée dans de nombreux domaines, à un point tel que ses leaders animent et dirigent aujourd'hui la plus grande infrastructure de services en milieu urbain pour la population autochtone du Québec.

La principale qualité du Mouvement réside dans son ancrage communautaire. L'existence d'un Centre d'amitié, il y a 50 ans comme aujourd'hui, émane toujours d'une mobilisation citoyenne de la part de personnes qui souhaitent se donner collectivement des moyens, des leviers et des occasions d'améliorer leurs conditions de vie et, dans la foulée, de confirmer leur appartenance à une communauté autochtone urbaine d'action et d'engagement. Ce sont des liens d'équité, de respect et de solidarité que les Centres d'amitié tissent jour après jour autour de leurs membres afin de les accompagner à chaque moment dans leur trajectoire de vie.

Bien avant l'heure, le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec a fait de la sécurisation culturelle une clé centrale d'affirmation identitaire et un espace d'engagement socioculturel dans sa lutte aux inégalités et dans la défense des droits des citoyen.nes autochtones des villes, en matière de santé comme en d'autres domaines tels que l'éducation, le logement, l'employabilité, la justice.

En articulant son action autour de la régénérescence des pratiques de soins et d'accompagnement autochtones et en travaillant avec des détentrices et détenteurs de savoirs reconnus, le Mouvement entretient en continu des ponts de compréhension et de réconciliation entre la population autochtone urbaine et la population québécoise d'une part, et entre les citoyen.nes autochtones et les instances gouvernementales québécoises d'autre part.

Devant le racisme et la discrimination, hier comme aujourd'hui, le Mouvement propose des alternatives constructives et invite au dialogue. Devant l'adversité et les injustices, le Mouvement ouvre de nouvelles voies d'espoir et de mieux-être pour ses membres et les accompagne dans leurs efforts pour reprendre pied dans leur existence.



LES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES AFFILIÉS

Au Québec, onze Centres d'amitié autochtones et trois points de service communautaires sont réunis aujourd'hui sous la bannière provinciale du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Près du tiers de la population autochtone urbaine de la province réside dans une des 14 villes où est établi un Centre ou un point de services. Une partie des Centres d'amitié, comptant plusieurs décennies d'existence, a été créée dans les années 1970. Une seconde partie a vu le jour depuis les années 2000, au fur et à mesure que la population autochtone urbaine grandissait et se diversifiait et que les besoins augmentaient.

Organismes à vocation sociale, communautaire et citoyenne accueillant des personnes autochtones de genres et d'âges diversifiés, les Centres d'amitié autochtones incarnent de l'intérieur les principes fondateurs de la sécurisation culturelle puisqu'ils constituent des instances autochtones de coopération et de délibération démocratique ; leur culture organisationnelle collégiale et participative mise sur l'agentivité et l'innovation et la totalité de leurs actions est façonnée par un souci de partage et une visée collective de mieux-être. Les Centres d'amitié autochtones agissent comme des moteurs de cohésion sociale au sein des villes ou municipalités où ils sont établis physiquement et, par extension, au sein de leur région respective compte tenu de leur rayonnement qui déborde largement leurs villes d'accueil.

Au cours des dernières années, plusieurs Centres d'amitié ont installé en leurs murs des cliniques de santé afin de répondre plus efficacement aux besoins et demandes de leurs membres ; le personnel tente régulièrement de pallier les lacunes du réseau québécois et de contourner les embûches qui laissent sans réponse et sans soin des personnes et des familles autochtones aux prises avec de sérieuses problématiques. Des gains se profilent à l'horizon, mais le travail à faire s'inscrit nécessairement dans la durée.

LE REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ)

Instance fédératrice des Centres d'amitié et des points de service affiliés, le Regroupement a été mis sur pied en 1976, dans la foulée de l'association nationale canadienne créée pour sa part en 1972. À l'instar des Centres d'amitié qui ont connu un essor déterminant au cours des deux dernières décennies, le Regroupement a aussi connu un déploiement et un rayonnement significatifs ; il a notamment développé d'étroites collaborations avec plusieurs instances gouvernementales, à l'échelle provinciale comme à l'échelle municipale, dans le but d'arrimer ses actions aux politiques publiques en vigueur, tout en assurant une vigilance afin que les démarches, intérêts, besoins et aspirations des populations autochtones soient pris en compte et s'incarnent dans des actions concrètes. Il vise ainsi à concilier la gestion gouvernementale avec les finalités sociales et culturelles autochtones dans l'optique d'asseoir son modèle de gouvernance communautaire autochtone.

Cette vigilance se manifeste également dans le cadre d'une participation active à des tables gouvernementales de concertation et de coordination des services ; elle est entretenue dans l'espace public par une prise de parole constante, orientée et documentée ; elle se nourrit de travaux de recherche qui misent sur la coproduction et la mobilisation des connaissances et sur le croisement entre savoirs scientifiques et savoirs autochtones.

Le Regroupement apporte un soutien institutionnel à chacun de ses Centres d'amitié autochtones et points de service, autant dans leurs actions quotidiennes que dans leurs interactions avec leurs propres partenaires des milieux où ils sont implantés ; les Centres d'amitié exercent cependant leur



pleine liberté d'action, étant donné leur spécificité locale, pour traduire leur adhésion à la mission commune du Mouvement. Ce sont plusieurs centaines de personnes aux expertises diverses et complémentaires, dont une grande majorité de personnes autochtones, qui œuvrent désormais aux destinées du Regroupement et des Centres d'amitié autochtones.

LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (SIRCAAQ)

Dans la continuité de son engagement envers le mieux-être des populations autochtones en milieu urbain, le RCAAQ a créé, en 2019, la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ). Cette entité juridique distincte et sans but lucratif est dédiée à la conception, au développement et à la gestion de projets immobiliers autochtones. Son objectif principal est d'assurer que les compétences et l'expertise développées en autochtonie urbaine soient mises au service des besoins spécifiques des populations autochtones, notamment en matière de logement.

Contexte du mémoire

Ce mémoire s'inscrit dans le cadre de l'appel de mémoires ciblés lancé par le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP), en vue de soutenir la réflexion entourant le renouvellement du plan d'action gouvernemental en matière de prévention et de lutte contre l'exploitation sexuelle. Il répond à l'invitation faite aux milieux reconnus pour leur expertise à partager leurs observations, analyses et recommandations sur ce phénomène, quel que soit l'âge des personnes victimes.

L'exploitation sexuelle des personnes autochtones en milieu urbain demeure une réalité persistante, souvent invisibilisée et difficile à cerner. Ce mémoire vise à mettre en lumière les dynamiques spécifiques à ce contexte, en explorant notamment :

- Les trajectoires d'itinérance et la mouvance circulaire : Certaines personnes autochtones se déplacent régulièrement entre les villes et les communautés, ce qui crée une instabilité résidentielle. Cette mouvance, souvent liée à des raisons familiales, culturelles ou pratiques, influence leur accès aux services et leur ancrage social en milieu urbain.
- Les formes d'itinérance cachée : D'autres vivent dans des situations précaires moins visibles, comme l'hospitalité communautaire, largement pratiqué par les femmes (RCAAQ, à paraître en 2025). Ces formes d'itinérance, souvent non reconnues, augmentent les risques d'exploitation sexuelle et compliquent l'intervention.
- Les stratégies de recrutement et les formes d'emprise relationnelle : L'exploitation sexuelle peut s'inscrire dans des dynamiques de manipulation, de dépendance affective ou de promesses trompeuses, qui rendent difficile la reconnaissance de la violence.
- Les facteurs de vulnérabilité : L'isolement, la pauvreté, la rupture des liens familiaux et la précarité résidentielle contribuent à exposer certaines personnes autochtones à des situations d'exploitation.

Objectifs du mémoire

Ce mémoire se veut présenter de façon culturellement pertinente la complexité des réalités vécues par les personnes autochtones et reconnaît la diversité des parcours autochtones en milieu urbain, incluant ceux et celles qui n'ont jamais vécu en communauté. Il vise à rendre visibles des réalités souvent méconnues, afin d'alimenter une réponse gouvernementale plus juste et adaptée. Dans cette



optique, ce mémoire vise à :

- Documenter les formes d'exploitation sexuelle vécues par les personnes autochtones en milieu urbain, en tenant compte de la diversité des parcours et des contextes.
- Mettre en lumière certains facteurs de vulnérabilité et dynamiques relationnelles qui peuvent faciliter l'exploitation, notamment en lien avec les gangs de rue, l'itinérance cachée et la précarité résidentielle.
- Souligner la complexité des liens entre victimes et exploiteurs, ainsi que les perceptions qui influencent la reconnaissance et la dénonciation des situations d'exploitation.
- Explorer les enjeux régionaux et les facteurs aggravants propres au contexte urbain, en tenant compte des réalités territoriales et des disparités d'accès aux services.
- Proposer des pistes d'intervention culturellement sécurisantes, adaptées aux réalités urbaines et respectueuses des savoirs autochtones.

Une toile complexe : l'exploitation sexuelle autochtone en contexte urbain

L'exploitation sexuelle des personnes autochtones en milieu urbain ne peut être comprise sans tenir compte des vulnérabilités systémiques, des ruptures identitaires et des dynamiques relationnelles propres à ce contexte (Femmes autochtones du Québec, 2020). Elle s'inscrit dans un enchevêtrement de facteurs coloniaux, sociaux et culturels qui rendent certaines trajectoires particulièrement à risque (Louie, 2018).

Les données préliminaires du *Portrait des Autochtones et l'accès aux services dans les villes* (RCAAQ, à venir) révèlent que 18,3 % des 2003 personnes autochtones interrogées ont vécu de la violence sexuelle. Parmi ces répondants, les femmes sont les plus affectées (76,6%), une majorité a également exprimée avoir vécu de la violence familiale ou conjugal (71,9 %) et d'autres des problèmes de dépendance à l'alcool ou au drogues (62,9 %). Ces chiffres illustrent la profondeur des violences vécues, mais aussi leur interdépendance avec des mécanismes de survie et des contextes de marginalisation.

La compréhension du phénomène est également entravée par des enjeux de langue et de terminologie (RCAAQ, 2025). Dans plusieurs langues autochtones, il n'existe pas de traduction directe du terme « exploitation sexuelle ». Les langues étant souvent relationnelles, imagées et enracinées dans le territoire, les réalités d'abus, de contrôle ou de transaction non consentie sont plutôt exprimées à travers des récits, des métaphores ou des symboles. Cette absence de vocabulaire spécifique contribue à une méconnaissance du phénomène, tant chez les jeunes que chez les adultes, et à une normalisation de la violence comme stratégie de survie.

Il est essentiel de reconnaître que les personnes autochtones vivant en milieu urbain ne forment pas un groupe homogène. Certaines sont en situation de migration ou de rupture avec leur communauté d'origine, tandis que d'autres ont toujours vécu en ville, parfois sur plusieurs générations. Cette diversité de parcours influence les rapports à la culture, aux services, aux réseaux de soutien et aux dynamiques de pouvoir. Bien que les jeunes soient souvent plus vulnérables à certaines formes d'exploitation, le phénomène touche des personnes de tous âges, et les interventions doivent en tenir compte.

C'est à partir de cette toile complexe que les sections suivantes abordent les principaux contextes de vulnérabilité et dynamiques d'exploitation propres au milieu urbain.



Contextes de vulnérabilité en milieu urbain

Les personnes autochtones vivant en milieu urbain sont exposées à une diversité de vulnérabilités issues de facteurs systémiques, historiques et sociaux. L'isolement, la perte de repères culturels, la méfiance envers les institutions et la sous-utilisation des services sociaux sont des réalités fréquentes, exacerbées par les traumatismes intergénérationnels, les ruptures familiales et les discriminations dans l'accès au logement et à l'emploi.

Les jeunes issus de placements institutionnels, notamment par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), vivent des transitions critiques à l'atteinte de la majorité, souvent sans filet social ni accompagnement (RCAAQ, 2025). Ce passage les expose à des environnements à haut risque, où l'exploitation sexuelle peut s'inscrire comme une stratégie de survie. Toutefois, ces vulnérabilités ne sont pas limitées à la jeunesse : les adultes autochtones en situation de précarité ou de rupture sociale sont également à risque.

Stratégies de recrutement et emprise relationnelle

Les recruteurs — qu'ils soient liés à des gangs de rue, à des réseaux organisés ou à des proches — exploitent les failles du système et les besoins affectifs ou matériels des personnes vulnérables (RCAAQ, 2025). Le recrutement peut passer par l'introduction de drogues, la promesse d'une vie meilleure ou l'offre de biens essentiels. Les gestes d'apparence bienveillance (cadeaux, écoute, valorisation) servent à créer des liens de confiance, particulièrement chez les jeunes en situation de fugue, d'instabilité familiale ou d'isolement.

Un facteur de risque souvent sous-estimé est la banalisation des violences sexuelles vécues durant l'enfance ou l'adolescence (Femmes autochtones du Québec, 2020). Lorsque ces agressions sont minimisées dans l'environnement familial, communautaire ou institutionnel, elles peuvent altérer la perception de ce qui constitue une relation saine ou sécuritaire. Cette confusion facilite l'emprise relationnelle, où l'exploitation est rationalisée comme un moyen de survie ou de valorisation.

Les réseaux sociaux jouent également un rôle dans le recrutement, permettant d'approcher les jeunes de manière discrète et de tisser des liens affectifs (Femmes autochtones du Québec, 2020). Les recruteurs peuvent être des amis, des partenaires ou des membres de la famille, ce qui rend la dénonciation encore plus difficile et affecte non seulement l'individu, mais aussi toute la communauté.

Itinérance cachée et précarité résidentielle

L'itinérance cachée est une réalité omniprésente chez les Autochtones en ville. Elle se manifeste par des séjours temporaires chez des connaissances, souvent en échange de services, y compris sexuels. Cette forme d'itinérance, difficile à documenter, augmente notamment, chez les femmes autochtones, les risques d'abus et d'exploitation (Comat et al., 2019), les prédatons sexuelles et prostitutions (CSSSPNQL, 2016; Granger, 2024; Lévesque & Comat, 2018a, 2018b; RCAAQ, 2024a). Elle est de plus aggravée par les discriminations systémiques, les traumatismes non résolus et les enjeux de santé mentale.

Le manque de logement stable constitue un facteur de risque majeur d'exploitation sexuelle (RCAAQ, 2025). Les jeunes en situation de transition ou de rupture familiale sont particulièrement vulnérables, mais les adultes sans logement sécuritaire le sont tout autant. L'absence de repères, de soutien institutionnel et de reconnaissance officielle de l'itinérance cachée contribue à la normalisation de l'exploitation dans ces contextes.

Complexité des liens et perception des victimes

L'exploitation sexuelle ne se présente pas toujours sous une forme coercitive. Elle peut être masquée par des dynamiques affectives, où les recruteurs se positionnent comme des figures charismatiques



ou bienveillantes, offrant affection, écoute ou valorisation. Les bénéfices matériels — nourriture, transport, vêtements, drogues, promesses d’amour — créent un lien de dépendance difficile à rompre. En raison de leur statut social en constante négociation, les femmes autochtones sont exposées à des taux de violence conjugale, d’agressions physiques et de meurtres plus de quatre fois supérieurs à ceux des femmes non autochtones au Canada (Brownridge, 2008). Malgré cette surreprésentation marquée, leur réalité demeure largement ignorée dans les médias, ce qui témoigne d’une dévalorisation persistante de la femme autochtone dans l’espace public (Gilchrist, 2010).

Certaines victimes deviennent elles-mêmes recruteuses, dans une tentative de maintenir leur place dans le réseau ou de gagner en crédibilité. Cette complexité relationnelle brouille les repères et rend difficile la reconnaissance de l’exploitation, surtout lorsque les exploiters sont des proches ou des membres de la famille.

Enjeux régionaux et facteurs aggravants

Dans certaines régions urbaines, des contextes socioéconomiques particuliers aggravent les risques d’exploitation sexuelle. Par exemple, la présence d’industries extractives sur la Côte-Nord ou en Abitibi attire une main-d’œuvre temporaire, souvent masculine, créant une demande accrue pour des services sexuels (Femmes autochtones du Québec, 2020). Les femmes et les jeunes autochtones vivant dans la précarité sont particulièrement exposés dans ces milieux, où les vulnérabilités existantes sont amplifiées par la pression économique et l’absence de ressources adaptées.

Une approche d’intervention adaptée

Face à la complexité des trajectoires et des contextes de vie des Autochtones en milieu urbain, il devient essentiel de développer une approche d’intervention adaptée, ancrée dans les savoirs autochtones, les réalités vécues et les principes de sécurisation culturelle. Cette approche doit être souple, relationnelle et centrée sur la création de liens informels et une proximité authentique avec les personnes concernées. C’est dans ces espaces relationnels, souvent hors cadre, que se construit la confiance nécessaire à toute démarche de soutien significatif.

Approche sécurisante et de proximité

Les Centres d’amitié autochtones jouent un rôle de première ligne dans l’accompagnement des personnes autochtones victimes d’exploitation sexuelle. Leur approche holistique tient compte des réalités intersectionnelles, des traumatismes intergénérationnels et du contexte historique propre aux collectivités autochtones. Ils offrent des espaces sécurisants, respectueux et sans jugement, où les personnes peuvent être accueillies et accompagnées dans leur cheminement.

Parmi quelques initiatives marquantes :

- Lignes d’urgence formelles 24/7 mises en place au Centre d’amitié autochtone de Lanaudière (CAAL) et au Centre d’amitié autochtone Capetciwotakanik – La Tuque (CAAC), permettant une réponse rapide et adaptée en situation de crise.
- Cliniques en santé et mieux-être, où des professionnels offrent des soins dans un cadre culturellement sécurisant¹.

¹ Liste des huit cliniques en santé et mieux-être autochtone :

- Clinique en santé autochtone du Centre d’amitié autochtone de Val-d’Or
- Clinique en santé autochtone du Centre d’amitié autochtone Capetciwotakanik (La Tuque)
- Wellness Centre du Centre d’amitié de Maniwaki
- Clinique Mirerimowin et clinique mobile Mikinakw du Centre d’amitié autochtone de Lanaudière (CAAL)
- Clinique de soins de santé autochtone Uatik’u du Centre multi-services MAMUK
- Clinique Nitnat Chez-nous du Centre d’amitié autochtone de Québec
- Clinique en santé autochtone du Centre d’amitié autochtone de Trois-Rivières



- Cliniques juridiques offrant un accès de proximité à des services adaptés et culturellement sécurisants afin de répondre de façon pertinente aux besoins variés et parfois complexes des Autochtones en milieu urbain. Elles sont aussi une porte d'entrée pour informer et accompagner les personnes victimes ou à risque d'exploitation sexuelle.
- Projet Kicteritcikewin – Respect du Centre d'amitié autochtone Capetciwotakanik (CAAC) de La Tuque, qui propose un accompagnement spécifique pour les jeunes nouvellement arrivés en ville, incluant des cercles de partage, des ateliers sur le consentement, la communication saine, les dépendances, et un programme de parrainage.
- Groupe Ninawi du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVD), qui soutient les personnes bispirituelles et LGBTQIA+ autochtones à travers des espaces d'échange, de fierté identitaire et de résilience.

Ces initiatives illustrent une volonté de bâtir une vision commune, de renforcer les capacités communautaires et de créer des trajectoires de soutien adaptées aux réalités urbaines autochtones. Pour soutenir une guérison adaptée culturellement, les démarches doivent s'ancrer dans les savoirs autochtones, valoriser les pratiques traditionnelles de mieux-être, et reconnaître le rôle des Aîné-es, des cercles de parole et des espaces communautaires. La guérison ne peut être linéaire ni imposée : elle doit être portée par les personnes concernées, dans le respect de leur rythme, de leurs choix et de leur identité. Ces approches émergent également en réponse à une méfiance généralisée envers les institutions publiques, souvent perçues comme inadéquates ou inaccessibles. La section suivante explore les racines de cette méfiance et ses impacts sur les trajectoires d'intervention.

Constats critiques : méfiance et obstacles systémiques

Malgré les initiatives porteuses et les approches culturellement sécurisantes développées par les milieux autochtones urbains, plusieurs réalités structurelles continuent de freiner la mise en œuvre d'interventions pleinement adaptées. Cette section présente les principaux constats critiques observés sur le terrain, en mettant en lumière la méfiance persistante envers les institutions publiques et les obstacles systémiques et opérationnels qui influencent les trajectoires de vie des personnes autochtones en milieu urbain.

Méfiance institutionnelle et surreprésentation systémique

Les personnes autochtones vivant en milieu urbain, particulièrement celles ayant vécu des formes d'exploitation sexuelle, expriment souvent une méfiance profonde envers les institutions publiques. Cette méfiance est nourrie par des expériences de racisme systémique, de judiciarisation disproportionnée, de non-reconnaissance des réalités autochtones, et par l'absence de services adaptés à leurs besoins culturels et sociaux.

Selon le *Portrait des enjeux en milieu urbain au Québec du RCAAQ*, le taux de judiciarisation des membres des Premières Nations est cinq à six fois plus élevé que celui des non-Autochtones, et les Inuit présentent le plus haut taux d'incarcération provincial, incluant la plus forte proportion de femmes incarcérées et les peines les plus longues. Ces données illustrent une surreprésentation systémique qui, loin d'être neutre, influence les trajectoires de vie et la perception des institutions (RCAAQ, 2024b).

La judiciarisation autochtone est souvent entrecroisée avec des défis tels que la santé mentale, l'itinérance, la pauvreté et la consommation de substances. Ces réalités, lorsqu'elles ne sont pas reconnues ou comprises dans leur complexité, contribuent à renforcer les barrières d'accès aux services, à invisibiliser les victimes, et à reproduire les cycles de violence (RCAAQ, 2024b).



Pour répondre à cette réalité, il est essentiel de reconnaître l'expertise autochtone urbaine, de transformer les pratiques institutionnelles, et de bâtir des ponts de confiance à travers des approches de proximité, des espaces sécurisants et des démarches élaborées en collaboration avec les personnes autochtones vivant en milieu urbain.

Obstacles opérationnels et défis d'intervention

Malgré les efforts soutenus des milieux autochtones urbains, plusieurs obstacles structurels et opérationnels freinent la mise en œuvre d'interventions pleinement adaptées aux réalités des personnes autochtones vivant en ville :

- Déserts de services : Certaines régions urbaines manquent de ressources adaptées aux besoins autochtones.
- Trajectoires de services mal adaptées et fragmentées : Souvent conçus sans consultation des Autochtones, ces services ne répondent pas adéquatement aux réalités vécues.
- Préjugés et cohabitation sociale difficile : La méfiance envers les institutions est alimentée par des stéréotypes négatifs et des expériences de discrimination.
- Manque de données spécifiques : L'absence de données désagrégées sur les Autochtones en milieu urbain complique l'élaboration de réponses ciblées.
- Accès au logement : Les préjugés et les enjeux de racisme des locateurs limitent l'accès à des logements sécuritaires et adaptés.
- Enjeux d'infrastructures et de sécurité : Les Centres d'amitié autochtones accueillent des clientèles très diversifiées — personnes en situation d'itinérance, jeunes, familles, Aînés, personnes aux prises avec des problématiques de santé mentale ou de consommation, victimes ou personnes à risque d'exploitation sexuelle, etc. La cohabitation de ces groupes dans des espaces souvent restreints peut engendrer des tensions, des conflits, un sentiment d'insécurité chez certaines personnes, ainsi que des défis importants pour le personnel, notamment en matière de sécurité et de gestion simultanée de besoins très différents.

Ces défis appellent à une mobilisation collective, à une reconnaissance de l'expertise autochtone et à une transformation des pratiques institutionnelles, afin de mieux répondre aux besoins des personnes autochtones vivant en milieu urbain.

Recommandations pour une action concertée

Les constats soulevés dans ce mémoire appellent à une réponse structurée, concertée et enracinée dans les savoirs autochtones. Les pistes d'action proposées visent à outiller les milieux, renforcer les capacités d'intervention et créer des conditions favorables à une transformation durable. Elles s'inscrivent dans une perspective où il est indispensable de collaborer avec les populations et organisations autochtones, dans un esprit de mobilisation communautaire, de collaboration intersectorielle, et de reconnaissance des réalités autochtones urbaines comme fondement d'une réponse pertinente et respectueuse.

1. **Documenter le phénomène de l'exploitation sexuelle chez les Autochtones en milieu urbain.** Cette démarche implique une collecte de données rigoureuse, l'intégration de récits de vie, et une volonté de co-construire des stratégies d'intervention à partir d'une compréhension fine du terrain. Elle devrait aussi permettre d'identifier les spécificités propres aux réalités autochtones, distinctes du contexte non autochtone, afin de concevoir des réponses réellement pertinentes. Elle devrait s'appuyer sur les recommandations déjà formulées par les enquêtes nationales, notamment les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), en



collaboration avec les collectivités tout en valorisant la voix des personnes concernées comme levier de transformation des pratiques.

2. **Soutenir et consolider les Centres d'amitié autochtones ainsi que les milieux de vie de la Société immobilière du RCAAQ (SIRCAAQ) comme espaces urbains sécurisants, en assurant le financement des services de première ligne et en reconnaissant ces milieux comme des lieux d'ancrage essentiels pour les personnes autochtones.** Ce soutien financier doit permettre le développement de services adaptés, capables de prévenir, intervenir et collaborer efficacement auprès des victimes, des personnes impliquées dans l'exploitation, et de leurs familles, dans une perspective de réduction des méfaits et de transformation sociale. Il doit également inclure des mesures concrètes pour faciliter l'accès à un logement sécuritaire, stable et adapté, reconnu comme un déterminant central de la santé et du mieux-être. Dans les régions où des entreprises et des travailleurs navetteurs ou permanents sont présents, des stratégies de sécurisation doivent être mises en place. Cela inclut la concertation avec les acteurs économiques, la mise en œuvre de mécanismes de prévention communautaire, et la création de protocoles d'intervention adaptés aux réalités locales.
3. **Définir une approche d'intervention adaptée aux réalités autochtones urbaines, qui tienne compte des dynamiques relationnelles, des enjeux de méfiance envers les services, et des contextes de vulnérabilité multiples.** Cette approche doit être souple, inclusive, culturellement sécurisante et fondée sur l'établissement de liens de confiance et de respect du chemin de vie des personnes. Elle doit aussi reconnaître les trajectoires non linéaires, la mobilité des personnes, et les besoins spécifiques des personnes bispirituelles et LGBTQIA+ autochtones. Une attention particulière doit être portée à la continuité des services tout au long des parcours de vie, en assurant une coordination interservices qui évite les ruptures dans l'accompagnement.
4. **Renforcer la collaboration intersectorielle entre les acteurs clés (protection de la jeunesse, sécurité publique, partenaires communautaires, institutions d'enseignement, tables locales d'accessibilité, etc.), afin de favoriser une réponse cohérente, coordonnée et respectueuse des réalités autochtones.** Cette collaboration doit être fondée sur la co-construction, la reconnaissance de l'expertise autochtone et une volonté réelle de transformation des pratiques institutionnelles.
5. **Mettre en œuvre des initiatives d'éducation et de sensibilisation communautaire, pour mettre en lumière les tabous liés à l'exploitation sexuelle, favoriser l'accès aux services, et soutenir les personnes dans leur cheminement sans jugement.** Cela inclut l'éducation aux relations saines, au consentement, à l'estime de soi, et à l'utilisation sécuritaire des réseaux sociaux, en s'appuyant sur des outils visuels, narratifs et en langues autochtones. Pour réduire les risques d'exploitation sexuelle, il est essentiel de sensibiliser la population aux enjeux vécus par les Autochtones, en déconstruisant les stéréotypes, en valorisant les identités autochtones, et en créant des espaces de dialogue interculturels. Cette sensibilisation doit viser autant les milieux autochtones que non autochtones, incluant les institutions, les milieux scolaires et les entreprises.



Bibliographie

Brownridge, D. A. (2008). Understanding the elevated risk of partner violence against Aboriginal women: A comparison of two nationally representative surveys of Canada. *Journal of Family Violence*, 23(5), 353–367.

Comat, Ioana, Lévesque, Carole, & Toulouse, Jo-Ann (2019). La condition itinérante parmi la population autochtone au Québec : Une enquête exploratoire à Chibougamau (Cahier ODENA, 2019-04). <https://reseaudialog.ca/wp-content/uploads/2020/06/CahierODENA-2019-04-Chibougamau-VF.pdf>

CSSSPNQL (2016). Portrait de l’itinérance dans les communautés des Premières Nations au Québec.

Femmes Autochtones du Québec (2020). Les filles autochtones et l’exploitation sexuelle. Mémoire présenté dans le cadre de la Commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs. <https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2020/04/Mémoire-de-Femmes-Autochtones-du-Québec-sur-l'exploitation-sexuelle-des-mineurs.pdf>

Gilchrist, K. (2010). “Newsworthy” victims? Exploring differences in Canadian local press coverage of missing/murdered Aboriginal and white women. *Feminist Media Studies*, 10(4), 373–390.

Granger, Philippe (2024). Itinérance « Tout le monde dans le milieu est inquiet » face à l’hiver. Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/info/long-format/2127568/itinerance-refuge-hiver-inflation-campements-autochtones>

Lévesque, Carole, & Comat, Ioana avec la collaboration de Rolando Labrana, Jonathan Abitbol, Michael Deetjens, Catherine Couturier et Nathalie Tran (2018a). La condition itinérante parmi la population autochtone au Québec. Partie 1 : Une enquête qualitative à Montréal (Cahier ODENA, 2018-01). <https://reseaudialog.ca/wp-content/uploads/2021/06/CahierODENA-2018-01-Itinerance-MTL-VF.pdf>

Lévesque, Carole, & Comat, Ioana avec la collaboration de Rolando Labrana, Jonathan Abitbol, Michael Deetjens (2018b). La condition itinérante parmi la population autochtone au Québec. Partie 2 : Une enquête qualitative à Val-D’Or (Cahier ODENA, 2018-02). <https://reseaudialog.ca/wp-content/uploads/2021/06/CahierODENA-2018-02-Itinerance-VD-VF.pdf>

Louie, D. (2018). Sexual Exploitation Prevention Education for Indigenous Girls. *Canadian Journal of Education/Revue Canadienne de l’éducation*, Vol. 41, No. 2 (2018), pp. 633-663.

Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec (RCAAQ) (2024a). Entrevue avec une intervenante de Val-d’Or. Non publié.

Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec (RCAAQ) (2024b). Les Autochtones face à la justice et à la sécurité publique : portrait des enjeux en milieu urbain au Québec. Wendake, RCAAQ.

Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec (RCAAQ) (à venir 2025). Portrait des Autochtones et l’accès aux services dans les villes. [Document interne de travail, Observatoire des réalités autochtones urbaines].

Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec (RCAAQ) (2025). Synthèse : l’exploitation sexuelle en contexte autochtone. [Document interne de travail]. Non publié.

